

COMEAU, Paul-André, *Le Bloc populaire 1942-1948*. Montréal, Québec/Amérique, 1982, 478 p. 24,95 \$.

Michael D. Behiels

Volume 37, numéro 2, septembre 1983

Travailleurs et mouvements sociaux

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/304165ar>

DOI : <https://doi.org/10.7202/304165ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Institut d'histoire de l'Amérique française

ISSN

0035-2357 (imprimé)

1492-1383 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer ce compte rendu

Behiels, M. D. (1983). Compte rendu de [COMEAU, Paul-André, *Le Bloc populaire 1942-1948*. Montréal, Québec/Amérique, 1982, 478 p. 24,95 \$.] *Revue d'histoire de l'Amérique française*, 37(2), 331–334. <https://doi.org/10.7202/304165ar>

COMEAU, Paul-André. *Le Bloc populaire 1942-1948*. Montréal, Québec/Amérique, 1982, 478 p. 24,95\$.

Enfin, une étude compréhensive du mouvement appelé le Bloc populaire canadien. Le Bloc, selon l'auteur, marque un épisode-clé dans l'évolution de l'histoire intellectuelle et politique du Québec contemporain, un épisode-clé presque entièrement effacé de la mémoire collective sinon individuelle des Québécois et Québécoises. *Le Bloc populaire*, rédigé à partir d'une documentation riche et abondante, confirmée en plusieurs points par plus de 85 interviews auprès des survivants de l'époque, comble parfaitement cette grave lacune qui subsistait dans l'historiographie du Québec. Bref, l'étude de M. Comeau ne sera certainement pas dépassée d'ici quelques années.

L'auteur n'est pas historien de profession mais étudiant et praticien en science politique. Ceci explique, en grande partie, l'approche méthodologique ainsi que la manière dont l'auteur organise et décrit les diverses dimensions du mouvement. L'étude est divisée en cinq parties, chacune avec trois ou quatre chapitres thématiques. L'approche est très fructueuse et révélatrice à plusieurs égards; elle facilite, en particulier, l'intégration de l'abondante documentation quantitative. Néanmoins cette méthode implique aussi un certain degré de répétition et force souvent le lecteur à relire des chapitres pour mieux saisir l'évolution organique du mouvement ainsi que les liens entre les divers thèmes.

Dans la première partie, l'auteur décrit l'impact socio-économique et politique de la «Grande Crise» sur la société canadienne-française, la réaction des deux Canadas à l'entrée du Canada en guerre, ainsi que la crise de la conscription de 1942. L'auteur n'accepte pas la thèse de Jack Granatstein selon laquelle la majorité des Canadiens anglais percevait cette guerre comme la *Canada's War*. Comme durant la guerre des Boers et la première Grande Guerre, l'attitude de la grande majorité des Canadiens anglais s'inspirait, d'après M. Comeau, largement du sentiment impérialiste, cette fidélité presque viscérale envers la couronne britannique et la Grande Bretagne (pp. 47-48).

Dans la deuxième partie, l'auteur traite de la fondation du Bloc et donne un intéressant profil sociologique des dirigeants nationaux et des responsables régionaux ainsi qu'un portrait-robot des adhérents du mouvement. Le Bloc, fondé en septembre 1942, est le résultat d'une coalition extrêmement disparate entre nationalistes de divers horizons politiques: Maxime Raymond, Édouard Lacroix et Pierre Gauthier du Parti libéral fédéral; Paul Gouin, Philippe Hamel et René Chaloult de l'Action libérale nationale; les dissidents de l'Union Nationale comme Fernand Chaussé; et une nouvelle génération de nationalistes qui ont animé la Ligue pour la défense du Canada: André Laurendeau, Gérard Fillion, Jean Drapeau, Michel Chartrand et bien d'autres. Les trois quarts des leaders et des militants n'avaient pas encore quarante ans et les deux-tiers d'entre eux avaient poursuivi des études universitaires orientées vers les professions libérales. Le portrait-robot de l'adhérent, selon l'auteur, révèle un parti composé quasi exclusivement d'hommes dans la trentaine qui sont nés dans des municipalités rurales mais qui se sont établis pour raisons de carrière et de famille dans la région métropolitaine de Montréal. En plus, avec l'aide de la Confédération des travailleurs catholiques du Canada et des chefs syndicaux comme Philippe Girard, le Bloc «a réussi une percée appréciable auprès des ouvriers de Montréal et de certaines villes industrielles comme Magog, Shawinigan ou Granby» (p. 117). Comme le parti était formé de jeunes urbains qui faisaient carrière dans les professions libérales ou en milieu syndical, le Bloc ne pouvait pas réussir une percée dans le milieu rural où l'Union nationale était déjà trop solidement implantée. Ensuite, l'auteur décrit le climat idéologique des années trente suivi d'une analyse critique du programme du Bloc. Ce programme était imprégné d'une certaine façon par le nationalisme conservateur formulé par deux maîtres, Henri Bourassa et Lionel Groulx; un nationalisme caractérisé par le messianisme, l'anti-étatisme, l'agriculturisme, l'anticommunisme, et le corporatisme. D'après M. Comeau, le programme du Bloc marque sur certains aspects très importants, un décalage idéologique avec le nationalisme étroit et traditionnel. La présence d'hommes de gauche tels que Laurendeau, Beaulieu, Martineau et Chartrand incitait le Bloc à rejeter «les formes politiques — à la Mussolini — et sociales du corporatisme, pour retenir un certain type d'organisation économique-sociale» «avec activités politiques dans le domaine législatif» (pp. 178-179). Les fondateurs du Bloc se prononcent ainsi en faveur d'une véritable législation ouvrière et syndicale et «ils souhaitent attribuer à l'État, au gouvernement du Québec, un rôle et une mission dans l'agencement de la vie sociale et économique de la collectivité canadienne-française» (p. 202). En bref, le Bloc prône implicitement l'élaboration d'un «welfare state» québécois pour soulager les maux socio-économiques du prolétariat urbain. En proposant le démantèlement du tryptique anti-

étatisme, messianisme et agriculturisme, les leaders du Bloc deviennent les précurseurs du néo-nationalisme libéral des années cinquante et soixante.

Les fondateurs du Bloc ont choisi très tôt de bâtir un parti bicéphale, c'est-à-dire fédéral et provincial. L'auteur, dans la troisième partie, aborde les problèmes de leadership, d'organisation et de financement qui ont surgi de cette décision. Le sort politique du Bloc est déterminé presque à l'avance par l'incapacité de résoudre les conflits nés du leadership de Maxime Raymond. Le trio de nationalistes québécois, Hamel, Chaloult et Gouin, voulait à tout prix contrôler le parti provincial du Bloc et cette bataille féroce allait détruire effectivement les chances de succès politique du Bloc. C'est à travers une analyse critique de cet «imbroglio» qu'on vient à comprendre la crise aiguë au sein du nationalisme traditionnel. Malheureusement, l'auteur consacre seulement un chapitre très court à cette question.

Mais il aborde avec force détails les tentatives électorales et la pratique électorale du mouvement. L'élection provinciale de 1944 était le point tournant pour le Bloc. Malgré l'opinion de beaucoup de militants, le véritable adversaire du Bloc n'était pas le Parti libéral d'Adélard Godbout mais l'Union nationale de Maurice Duplessis qui était bien déterminée à conserver le terrain nationaliste. Le Bloc remporte quinze pour cent du vote et un maigre contingent de quatre députés avec Laurendeau en tête. C'est juste assez pour contribuer à la défaite des libéraux mais pas assez pour garder la balance du pouvoir. L'Union nationale gagne trente-cinq pour cent du vote et quarante-six sièges. Pour gouverner, Duplessis peut se passer du support des jeunes nationalistes réformateurs au sein du Bloc. Pour expliquer cette défaite, l'auteur mentionne quelques facteurs: déficiences de l'organisation, modicité des ressources financières, trahison du système électoral; mais il n'essaie pas d'expliquer comment «l'imbroglio» était bel et bien responsable, en grande partie, de ces facteurs.

Néanmoins, l'auteur conclut avec raison que le Bloc, «en axant son programme de réformes sur les besoins de la population des grandes villes du Québec», laissait les circonscriptions rurales, surreprésentées dans le système électoral du Québec, à la merci de l'Union nationale.

Dans les dernières pages, l'auteur traite de l'activité parlementaire du Bloc aux Communes et au «salon de la race», selon l'expression de Duplessis. Pendant trois ans, Laurendeau et ses deux collègues, avec des ressources minimales, se sont bien acquittés de leur tâche à l'Assemblée législative en critiquant les nombreux projets de loi et en présentant des motions sur des questions d'actualité, telles que la crise du logement, les accidents du travail, l'exploitation des ressources naturelles et l'uniformisation du système de taxation scolaire. Bien qu'il est assez facile de comprendre pourquoi le discours social d'André Laurendeau «rencontre l'incompréhension à peu près générale et attise peu à peu l'hostilité de Duplessis», c'est peut-être aller un peu loin de conclure qu'en «développant ces thèmes, ... l'aile parlementaire du Bloc et, avant tout, son leader André Laurendeau, se sont en quelque sorte marginalisés» (p. 408). La perspective anti-sociale de Duplessis n'était sûrement pas celle de la majorité des Québécois urbains après 1945.

Ce qu'il y a de plus intéressant au sujet de la disparition du Bloc, c'est le rôle important que l'Union nationale a joué dans toute l'affaire. La contre-

offensive de l'Union nationale commence avec la récupération des jeunes intellectuels sympathisants et parvient à bloquer le parti dans une foule de secteurs de l'activité sociale et politique. Ainsi l'Union nationale, souvent avec l'aide du bas clergé, arrive à compromettre la location par le Bloc des salles des municipalités et des commissions scolaires. De plus, en privilégiant à fond les thèses de l'autonomie provinciale, Duplessis récupère peu à peu la confiance de toutes les associations nationalistes, l'Ordre de Jacques-Cartier inclus, et ravit ainsi au Bloc «son principe fondamental, sa raison d'être» (p. 415).

Pour prévenir la transformation du Bloc en une formation fédérale, plus ou moins inféodée à l'Union nationale, Laurendeau avec le support des jeunes nationalistes, démissionne comme leader provincial en juillet 1947. Laurendeau et Filion espèrent transformer le Bloc en un mouvement d'éducation publique pour combattre au niveau provincial le régime de plus en plus conservateur de Duplessis. Raymond est furieux et accuse Laurendeau d'être «le fossoyeur du mouvement». L'aventure pénible du Bloc est alors terminée. Les nationalistes éviteront d'en parler par la suite tellement leur humiliation et leur déception étaient profondes. Duplessis avait gagné une deuxième fois.

Dans sa conclusion provisoire, l'auteur reprend les idées maîtresses de son étude. Pour comprendre l'échec du Bloc, selon lui, il faut poser «le problème de la convergence entre la *culture politique* du milieu et les schèmes de référence — la doctrine — que privilégient les hommes politiques» (p. 441). Mais l'étude ne nous donne pas une appréciation exacte de la culture politique du milieu. En plus, l'auteur essaie de tirer des conclusions sur le «*paradoxe* du nationalisme partisan au sein du régime fédéral canadien» (p. 437). L'expérience du Bloc populaire devrait servir de réflexion aux militants du Parti québécois qui sont en faveur de l'incursion de leur parti sur la scène fédérale. Malgré des atouts considérables, le Parti québécois est voué à une forme de marginalisation parce qu'il s'appuie exclusivement sur un groupe minoritaire. Faut-il en conclure que la seule solution réside dans l'indépendance politique du Québec? M. Comeau pose la question indirectement, mais laisse au lecteur la responsabilité de tirer sa propre conclusion. *Le Bloc Populaire*, même avec ses quelques faiblesses mineures, comble un vide dans l'historiographie du Québec, son interprétation «revisionniste» est convaincante et l'ouvrage n'est pas loin de représenter le travail «définitif» sur le Bloc.

*Professeur invité
Université de l'Alberta*

MICHAEL D. BEHIELS